EMARGENCE
Audit

19 rue Pierre Semard
75 009 PARIS
☎ 01 53 19 00 00
🖷 01 53 19 00 05
www.emargence.fr

ABC INSERTION

Association régie par la loi du 1er Juillet 1901

12 Boulevard Maurice Berteaux
95100 ARGENTEUIL

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2020

ABC INSERTION

A l'Assemblée Générale de l'Association ABC INSERTION

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association **ABC INSERTION** relatifs à l'exercice clos le **31/12/2020**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessous, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels concernant la première application du règlement ANC n°2018-06.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport financier et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en

œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

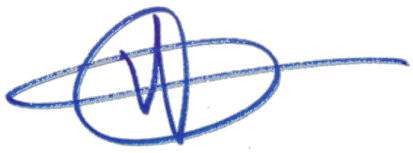
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 21/05/2021

CABINET EMARGENCE AUDIT
Représenté par **Yann-Éric PULM**
Commissaire aux comptes



BILAN ACTIF

ABC INSERTION

Du 01/01/2020 au 31/12/2020

En Euro

ACTIF	Exercice du 01/01/2020 au 31/12/2020			01/01/2019 au 31/12/2019
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	5 074	2 762	2 312	3 265
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outil.	10 890	10 890		
Autres immobilisations corporelles	94 578	71 065	23 513	39 137
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés				
Immobilisations financières (2)				
Particip. et créances rattach. à des part.				
Autres titres immobilisés	24 019		24 019	24 019
Prêts				
Autres immobilisations financières	16 511		16 511	16 398
TOTAL (I)	**151 072**	**84 717**	**66 354**	**82 819**
Comptes de liaison				
TOTAL (II)				
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances (3)				
Créances clients, usagers et comptes ratt.	31 571		31 571	221 206
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	54 798		54 798	20 389
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	861 200		861 200	742 743
Charges constatées d'avance (3)	5 051		5 051	4 989
TOTAL (III)	**952 619**		**952 619**	**989 327**
Frais d'émission des emprunts (IV)				
Primes de remboursement des emprunts (V)				
Ecarts de conversion actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	**1 103 691**	**84 717**	**1 018 974**	**1 072 146**

(2) Dont à moins d'un an (brut)
(3) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

ABC INSERTION

En Euro **Du 01/01/2020 au 31/12/2020**

PASSIF	Du 01/01/2020 au 31/12/2020	Du 01/01/2019 au 31/12/2019
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires	8 385	8 385
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	615	615
Autres réserves		
Report à nouveau	606 286	379 164
Excédent ou déficit de l'exercice	14 722	227 122
Situation nette	*630 007*	*615 286*
Fonds propres consomptibles		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	**630 007**	**615 286**
Fonds reportés et dédiés		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	283 000	303 000
TOTAL (II)	**283 000**	**303 000**
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL (III)		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières diverses (3)		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 496	11 615
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	73 707	117 491
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	93	874
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	21 670	23 880
TOTAL (IV)	**105 966**	**153 860**
Ecarts de conversion passif **(V)**		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	**1 018 974**	**1 072 146**

(1) Dont à plus d'un an
(1) Dont à moins d'un an *105 966* *153 860*
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques
(3) Dont emprunts participatifs

COMPTE DE RÉSULTAT

En Euro

ABC INSERTION
Du 01/01/2020 au 31/12/2020

	Du 01/01/20 au 31/12/20	Du 01/01/19 au 31/12/19
PRODUITS D'EXPLOITATION (1)		
Cotisations		
Ventes de biens		
Ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	129 503	60 955
Parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	470 593	1 051 231
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consomptible		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur provisions, amortissements et transferts de charges	534	3 453
Utilisations des fonds dédiés	20 000	
Autres produits	440	466
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	**621 069**	**1 116 105**
CHARGES D'EXPLOITATION (2)		
Achats de marchandises		
Variation de stocks de marchandises		
Achats de matières premières et de fournitures		-3
Autres achats et charges externes *	181 822	232 805
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	7 583	29 891
Salaires et traitements	311 767	433 641
Charges sociales	106 999	195 344
Dotations aux amortissements, dépréciations		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	8 513	11 974
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	328	643
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	**617 011**	**904 295**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I) - (II)	**4 058**	**211 810**
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
d'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	425	915
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (V)	**425**	**915**
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (VI)		
RÉSULTAT FINANCIER (V) - (VI)	**425**	**915**

COMPTE DE RÉSULTAT

ABC INSERTION

En Euro **Du 01/01/2020 au 31/12/2020**

	Du 01/01/20 au 31/12/20	Du 01/01/19 au 31/12/19
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	21 672	15 043
Sur opérations en capital	9 414	
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (VII)	**31 086**	**15 043**
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	785	646
Sur opérations en capital	20 062	
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VIII)	**20 847**	**646**
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII) - (VIII)	**10 239**	**14 397**
Impôt sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	**652 580**	**1 132 063**
TOTAL DES CHARGES	**637 859**	**904 941**
EXCÉDENT OU DÉFICIT (3)	**14 722**	**227 122**

** Y compris : Redevances de crédit-bail mobilier* *429*

Redevances de crédit-bail immobilier

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

(3) Compte tenu d'un résultat exceptionnel avant impôt de *10 239* *14 397*

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020 dont le total est de 1 018 973,64 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un excédent de 14 721,73 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Par ailleurs, nous apportons des précisions concernant les faits suivants :

Changement de règlementation comptable

L'entité constate que la crise sanitaire (COVID-19) a des impacts significatifs sur son activité.

En raison de la nature de son activité, l'entité a dû fermer temporairement son ou ses établissement(s) et en conséquence n'a pas généré de chiffre d'affaires sur cette période.

À la date d'établissement de ses comptes, l'entité a constaté une baisse du chiffre d'affaires à la suite des différentes mesures prises par le gouvernement afin d'endiguer la propagation du virus COVID-19 particulièrement celle de confinement de la population à compter du 17 mars 2020.

Néanmoins, à la date de l'arrêté des comptes, l'entité estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause compte tenu du plan de continuation de l'activité mis en place, en utilisant les mesures suivantes :

- Mise en place de mesures sociales selon les besoins et les services :
    - Recours à l'activité partielle pour une partie du personnel
- Report des échéances sociales et fiscales

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2020 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général, et celles du règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif, qui réforme le règlement CRC 99-01.

Conformément aux nouvelles dispositions règlementaires de l'ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, il convient de décrire :

L'objet social de l'entité :

Actions d'insertion professionnelle, promotion de la citoyenneté.

La nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

Organisation de stages d'insertion principalement en Ilde France mais aussi au niveau national sur demande à destination des demandeurs d'emploi, des institutions publiques et privées, des personnes majeures placées sous main de justice.

Les moyens mis en oeuvre :

Actions socio-judiciaires
Accompagenement individuel et collectif vers l'emploi
Prévention

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Amortissements des biens non décomposables :

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Matériels et outillages	2 à 5 ans	ans
- Logiciels informatiques	1 à 3 ans	ans
- Matériel de bureau	3 à 4 ans	ans
- Mobilier	5 ans	ans

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes sur immobilisations financières (titres) et titres de placement sont incorporés dans les coûts des immobilisations.

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

ANNEXE

ABC INSERTION

En Euro

Du 01/01/2020 au 31/12/2020

CADRE A	IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations	
			suite à réévaluation	acquisitions
INCORPOR.	Frais d'établissement et de développement **TOTAL**			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles **TOTAL**	5 074		
CORPORELLES	Terrains			
	Constructions — Sur sol propre			
	Constructions — Sur sol d'autrui			
	Constructions — Inst. générales, agencts & aménagts construct.			
	Installations techniques, matériel & outillage industriels	10 890		
	Autres immos corporelles — Inst. générales, agencts & aménagts divers	48 163		
	Autres immos corporelles — Matériel de transport	11 789		
	Autres immos corporelles — Matériel de bureau & mobilier informatique	45 815		599
	Autres immos corporelles — Emballages récupérables & divers			
	Immobilisations corporelles en cours			
	Avances et acomptes			
	TOTAL	116 658		599
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence			
	Autres participations			
	Autres titres immobilisés	24 019		
	Prêts et autres immobilisations financières	16 398		113
	TOTAL	40 417		113
	TOTAL GENERAL	162 148		712

CADRE B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
		par virt poste	par cessions		
INCORPOR.	Frais d'établissement & dévelop. **TOTAL**				
	Autres postes d'immob. incorporelles **TOTAL**			5 074	
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions — Sur sol propre				
	Constructions — Sur sol d'autrui				
	Constructions — Inst. gal. agen. amé. cons				
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.			10 890	
	Autres immos corporelles — Inst. gal. agen. amé. divers			48 163	
	Autres immos corporelles — Matériel de transport		11 789		
	Autres immos corporelles — Mat. bureau, inform., mobilier			46 414	
	Autres immos corporelles — Emb. récupérables & divers				
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	TOTAL		11 789	105 468	
FINANCIERES	Particip. évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés			24 019	
	Prêts & autres immob. financières			16 511	
	TOTAL			40 530	
	TOTAL GENERAL		11 789	151 072	

ANNEXE

En Euro

ABC INSERTION
Du 01/01/2020 au 31/12/2020

CADRE A — SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amorts sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement, dévelop.	**TOTAL**				
Autres immobilisations incorporelles	**TOTAL**	1 862	900		2 762
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Inst. générales agen. aménag.				
Inst. techniques matériel et outil. industriels		10 890			10 890
Autres immobs corporelles	Inst. générales agencem. amén.	21 106	4 946		26 052
	Matériel de transport	2 719	407	3 126	
	Mat. bureau et informatiq., mob.	42 903	2 109		45 013
	Emballages récupérables divers				
	TOTAL	77 619	7 463	3 126	81 955
	TOTAL GENERAL	**79 481**	**8 363**	**3 126**	**84 717**

CADRE B — VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		DOTATIONS			REPRISES			Mouv. net des amorts fin de l'exercice
		Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissements	**TOTAL**							
A. Immob. incorpor.	**TOTAL**							
Terrains								
Constr.	Sur sol propre							
	Sur sol autrui							
	Inst. agenc. et amén.							
Inst. techn. mat. et outillage								
A. Immo. corp.	Inst. gales, ag. am div							
	Matériel transport							
	Mat. bureau mobilier inf.							
	Emballages réc. divers							
	TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations								
TOTAL GÉNÉRAL								
Total général non ventilé								

CADRE C — Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net a la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

ANNEXE

ABC INSERTION
Du 01/01/2020 au 31/12/2020

En Euro

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	16 511		16 511
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	31 571	31 571	
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	45 256	45 256	
	Etat & autres coll. publiques : Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres coll. publiques : Taxe sur la valeur ajoutée			
	Etat & autres coll. publiques : Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Etat & autres coll. publiques : Divers	7 416	7 416	
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres)	2 126	2 126	
	Charges constatées d'avance	5 051	5 051	
	TOTAUX	**107 930**	**91 419**	**16 511**

Renvois		
(1)	Montant des - Créances représentatives de titres prêtés - Prêts accordés en cours d'exercice - Remboursements obtenus en cours d'exercice	
(2)	Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)	

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	5 051
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	**5 051**

PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	27 771
Autres créances	42 657
Disponibilités	
TOTAL	**70 428**

ANNEXE

En Euro

ABC INSERTION
Du 01/01/2020 au 31/12/2020

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Libellé	À l'ouverture de l'exercice			Affectation	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
	avant règlement ANC 2018-06	règlement ANC 2018-06 au 01/01/2020	avec règlement ANC 2018-06 au 01/01/2020				
Fonds associatifs sans droit de reprise	8 385		8 385				
Fonds propres statutaires							8 385
Réserves	615		615				
Réserves pour projet de l'entité							615
Report à nouveau	379 164		379 164	227 122			606 286
Excédent ou déficit de l'exercice	227 122		227 122		14 722	227 122	14 722
TOTAUX	615 286		615 286	227 122	14 722	227 122	630 007

ANNEXE

ABC INSERTION

En Euro

Du 01/01/2020 au 31/12/2020

TABLEAU DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

NOTE RELATIVE AUX ACTIONS FINANCABLES PAR ABC INSERTION EN 2020

ABC Insertion a comme vocation à aider toute personne en situation de chômage à retrouver un emploi. Chaque année, l'association accueille sur les stages dits « Justice » environ 1 000 Personnes Placées Sous-Main de Justice dont environ 30 % sont en situation de chômage. C'est pourquoi en 2019, ABC INSERTION souhaite dédier des fonds à l'accompagnement au retour à l'emploi de personnes placées sous main de justice. Cette action n'étant pas financée par le ministère de la justice ni par aucune autre institution, l'association financera elle-même ces accompagnements et prévoit de suivre environ 300 personnes. Le coût supporté par l'association, principalement lié aux salaires des conseillers à l'emploi ainsi qu'à des frais liés à l'accompagnement (locaux, divers matériels…) représentera un montant d'environ 165 000 euros.

ABC Insertion souhaite donc dédier 165 000 euros de ses fonds à cette action sur l'année 2019. »

La crise sanitaire a eu comme impact le report de certains stages socio judiciaires et donc un nombre moins important de Personnes Placées Sous-Main de Justice à accompagner à l'emploi. Aussi, il est procédé sur l'exercice à la reprise de la somme de 20 000 euros de fonds dédiés à cette action.

Variation des fonds dédies issue de	A l'ouverture de l'exercice			Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
	Montant global avant changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Impact du changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Montant global après changement de méthode lié à l'ANC 2018-06		Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Prévention Routière	6 800		6 800					6 800	
TIG et retour à l'emploi	296 200		296 200		20 000			276 200	
TOTAL	**303 000**		**303 000**		**20 000**			**283 000**	

ANNEXE

ABC INSERTION
Du 01/01/2020 au 31/12/2020

En Euro

ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts & dettes etbs de crédit (1)	à 1 an max. à l'origine				
	à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)					
Fournisseurs & comptes rattachés		10 496	10 496		
Personnel & comptes rattachés		36 111	36 111		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux		28 975	28 975		
Etat & autres collectiv. publiques	Impôts sur les bénéfices				
	Taxe sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, tax & assimilés	8 621	8 621		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés					
Groupe & associés (2)					
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)		93	93		
Dette représentative des titres empruntés					
Produits constatés d'avance		21 670	21 670		
TOTAUX		**105 966**	**105 966**		

Renvois (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice
Emprunts remboursés en cours d'exer.
(2) Montant divers emprunts, dett/associés

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	21 670
Financiers	
Exceptionnels	
TOTAL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	**21 670**

CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 853
Dettes fiscales et sociales	62 033
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL DES CHARGES À PAYER	**66 886**

COMMISSAIRES AUX COMPTES

MONTANT DES HONORAIRES VERSÉS AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

	Exercice	Exercice N-1
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés :	4 080	4 080
TOTAL	**4 080**	**4 080**

ANNEXE

En Euro

RÉMUNÉRATIONS DES ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE

Les membres du Consiel d'Administration sont des personnes bénévoles qui ne perçoivent aucune rémunération de l'Association.
Au regard de la diversité des missions accomplies, une évaluation quantitative ne peut pas être effectuée.

LES EFFECTIFS

	31/12/2020	31/12/2019
Personnel salarié :	**8**	**13**
Ingénieurs et cadres	1	1
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens	7	12
Ouvriers		

ANNEXE

ABC INSERTION
Du 01/01/2020 au 31/12/2020

En Euro

PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS

DÉSIGNATION	CHARGES	PRODUITS
CB WEB AMENDE.GOUV FACT 130120 CB WEB AMENDE.GOUV FACT 130120	450	
CB WEB AMENDE FACT 050220 CB WEB AMENDE FACT 050220	300	
CB FORF P.STAT WEB FACT 270720 CB FORF P.STAT WEB FACT 270720	35	
Cession 2182000000-1-RENAULT TRAFIC	8 662	
ANNUL PDTS A RECEV AN 2018 AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	11 400	
DIVERS REMBTS		20
CT URSSAF REMB A REC 2018-2019 AUTRES PROD EXCEP S/OP GESTION		21 652
VIR SEPA AUTOl Group GmbH VIR SEPA AUTOl Group GmbH		5 364
PR SOLDE AN 2018 AUTRES PDTS EXCEPT°		4 050
REPRISE FDS DEDIES TGI		20 000
TOTAL	**20 847**	**51 086**